



# OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 114 – 11 MAI 2018

## SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
  - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
  - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
  - INDUSTRIE
  - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

**COTE D'IVOIRE : LA  
BANQUE  
EUROPEENNE  
D'INVESTISSEMENT  
(BEI) VA  
AUGMENTER DE 65  
MDS FCFA (99 M  
EUR) SON  
PORTEFEUILLE DE  
FINANCEMENT DE  
PROJETS**

**L'AFRIQUE DE L'OUEST  
DETIENT 1/3 DES  
RESERVES CONNUES DE  
PETROLE ET GAZ  
NATUREL DU  
CONTINENT**

**NIGERIA : SIGNATURE  
D'UN ACCORD DE SWAP  
DE DEVICES AVEC LA  
CHINE**

**RWANDA :  
AUGMENTATION  
PREVU DES DEPENSES  
PUBLIQUES POUR  
L'EXERCICE 2018/19**

**TANZANIE :  
3 300 ENTREPRISES  
ENREGISTREES  
EN DEUX ANS**

**DJIBOUTI :  
ACQUISITION D'UNE  
PART DU PORT DE  
DJIBOUTI PAR  
L'ETHIOPIE**

**MADAGASCAR :  
SIGNATURE DE LA  
PHASE III DU PROJET  
LALANKELY**

**GHANA : SIGNATURE  
D'UN CONTRAT DE 200  
M USD POUR LA  
CONSTRUCTION D'UNE  
HYDROLIENNE DE  
100 MW**

**SEYCHELLES :  
OUVERTURE D'UNE  
LIGNE PAR AIR FRANCE  
- JOON A DESTINATION  
DE VICTORIA**



MINISTÈRE  
DE L'EUROPE ET DES  
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES

## ACTUALITE REGIONALE

---

### ▼ Huile de palme africaine

Les participants du 5<sup>ème</sup> sommet africain de l'huile de palme et du caoutchouc se sont penchés sur l'opportunité du développement, en Afrique, d'une industrie de l'huile de palme exemplaire adossée à une certification spécifique face aux scandales qui entachent régulièrement les filières indonésienne et malaisienne. Pourtant publiquement investis dans des politiques « zéro déforestation », les grands groupes de l'agroalimentaire mondial sont régulièrement décriés pour leur manque de transparence sur leurs chaînes d'approvisionnement asiatiques, en témoignent les récentes révélations de l'ONG Greenpeace.

✉ [ps.guedj@affectionmutandi.com](mailto:ps.guedj@affectionmutandi.com)

### ▼ L'Afrique de l'Ouest détient 1/3 des réserves connues de pétrole et gaz naturel du continent

Le commissaire Energies et Mines de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) Sediko Douka a indiqué lors de la 2<sup>ème</sup> édition du forum de la Cedeao que l'Afrique de l'Ouest détient 30 % des réserves continentales connues en pétrole et en gaz. La sous-région fournit également 10 % du manganèse, 8 % de la bauxite et 7 % de l'uranium mondial. Le commissaire a rappelé qu'il était primordial de favoriser la transformation sur place de ces ressources, afin que le secteur extractif contribue davantage au développement économique des pays.

✉ [paul.vernus@dgtresor.gouv.fr](mailto:paul.vernus@dgtresor.gouv.fr)

## CONJONCTURE

---

### ▼ Nigéria : signature d'un accord de swap de devises avec la Chine

Après deux ans de négociations, la Banque centrale chinoise et son homologue nigériane ont signé le 27 avril un accord de swap de devises à hauteur de 2,4 Mds USD. La durée de validité de l'accord est de trois ans et peut être prolongée par consentement mutuel. Son objectif est de faciliter les règlements commerciaux bilatéraux. Pour rappel, d'après les statistiques nigérianes, en 2017, la Chine était le premier fournisseur de biens du Nigéria à hauteur de 20 % des importations nigérianes. Par ailleurs, selon le bureau de gestion de la dette (DMO), en 2017, la Chine était le premier créancier bilatéral du Nigéria (81 % de la dette bilatérale correspondant à 1/10<sup>ème</sup> de la dette publique externe du pays), via les activités de l'Exim bank.

✉ [Marlene.MARQUESLOPES@dgtrésor.gouv.fr](mailto:Marlene.MARQUESLOPES@dgtrésor.gouv.fr)

### ▼ Nigéria : directive de la CBN pour renforcer la transparence du secteur bancaire

La Banque centrale du Nigéria (CBN) a publié cette semaine ses directives pour les secteurs monétaire, du crédit, du commerce extérieur et des devises pour l'exercice 2018-2019. Cette publication est destinée à rendre plus lisible la politique de l'institution et à détailler les normes prudentielles à destination des institutions financières. Figure ainsi comme nouvelle directive que toute banque qui n'aurait pas publié ses résultats financiers dans un délai de 12 mois après la fin de l'année fiscale, verrait ses dirigeants remerciés. Autre publication de la CBN, le PMI s'établit à 56,9 au mois d'avril, marquant sa treizième expansion mensuelle.

✉ [Julie.LANCKRIET@dgtrésor.gouv.fr](mailto:Julie.LANCKRIET@dgtrésor.gouv.fr)

### ▼ Ghana : nouvelle tranche d'aide de 191 M USD approuvée par le FMI

Le FMI a approuvé le versement d'une nouvelle tranche d'aide de 191 M USD au Ghana - l'avant-dernière avant la fin du programme de facilité de crédit accordé au pays en 2015 et courant jusqu'en avril 2019. Le total des versements s'élève désormais à 764,1 M USD, sur un montant final de 955,2 M USD. Dans son communiqué approuvant l'avancement du programme, le FMI souligne les progrès réalisés en matière budgétaire lors de l'année 2017 et exhorte le gouvernement à poursuivre les réformes engagées, notamment en faveur de la gouvernance du secteur public, de la mobilisation fiscale et de la stabilisation du secteur financier.

✉ [virgile.satge@dgtrésor.gouv.fr](mailto:virgile.satge@dgtrésor.gouv.fr)

### ▼ Sierra Leone : plus d'une vingtaine de ministres nommés

Le Président Julius Maada Bio a annoncé le 1<sup>er</sup> mai une seconde vague de nominations au sein de son gouvernement, portant à 25 le nombre de ministres nommés. Parmi les principaux ministères, ont été nommés Jacob Jusu Saffa aux Finances, Peter Bayuku Konteh au Commerce et à l'Industrie, Adekunle Joliff Milton King au ministère du Travail et de la Sécurité sociale ou encore Alie Kabba aux Affaires étrangères. Si le Président semble avoir ouvert son gouvernement aux partis d'opposition (Charles Francis Margai, leader du PMDC, est nommé ministre de la Justice), la presse critique la faible présence de femmes, avec 4 nominations sur les 27 postes gouvernementaux dont celle de Nabeela Tunis comme ministre de la Planification et du développement.

✉ [Julie.LANCKRIET@dgtrésor.gouv.fr](mailto:Julie.LANCKRIET@dgtrésor.gouv.fr)

### ▼ Kenya : présentation du Budget 2018/19 au Parlement

D'après le projet de loi de Finances présenté au Parlement, le gouvernement prévoit une hausse des recettes de 17,1 % en 2018/19 à 17,4 Mds USD (1743 Mds KES) ; cette augmentation serait alimentée par la mise en place de la TVA sur le carburant, qui devrait à elle seule représenter 700 M USD (70 Mds KES) et une hausse de l'impôt sur le revenu. Les dépenses s'inscriraient quant à elles, en hausse de 8,8 % à 25,3 Mds USD (2533 Mds KES) ; le service de la dette devrait atteindre 8,7 Mds USD (870,7 Mds KES), en hausse de 43,1 % par rapport au Budget 2017/18. Au total, le déficit budgétaire est attendu à 5,63 Mds USD (562,7 Mds KES) soit 5,7 % du PIB contre 6,21 Mds USD (620,8 Mds KES) en 2016/17 soit 7,2 % du PIB.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Maurice : optimisme des chefs d'entreprise

C'est ce qui résulte de la dernière enquête trimestrielle de conjoncture conduite par la Chambre de commerce et d'industrie de Maurice (MCCI) auprès des chefs d'entreprises. Fin mars, l'indice de confiance du patronat local s'est élevé à 128,1 points, en hausse de 5,1 points par rapport à fin décembre, soit le plus haut niveau depuis le lancement de cette enquête trimestrielle en 2011. Au cours des quatre derniers trimestres, l'indice n'a cessé de progresser. Pour les trois premiers mois de 2018, 27 % des entrepreneurs interrogés ont noté une amélioration de leurs chiffres d'affaires, 52 % une stagnation et 21 % une baisse

✉ [hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr](mailto:hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Rwanda : augmentation prévu des dépenses publiques pour l'exercice 2018/19

Dans une présentation liminaire du budget 2018/19, le ministre des Finances prévoit une hausse des dépenses de l'Etat de 15,5 % sur un an à 2,8 Mds USD, soit une hausse de plus de 380 M USD par rapport à l'exercice précédent. Le gouvernement prévoit le lancement de plusieurs projets d'envergure, notamment le développement de la compagnie RwandAir et la construction du nouvel aéroport de Bugesera. Ces projets devraient générer quelques 200 000 emplois à moyen terme. Ce nouveau budget serait financé à 84 % par le gouvernement, à partir de ses ressources propres ou d'emprunts dont la nature n'a pas été précisée. Le reliquat serait apporté par les donateurs.

✉ [philippine.de-brevand@diplomatie.gouv.fr](mailto:philippine.de-brevand@diplomatie.gouv.fr)

### ▼ Soudan : pénuries de produits de base dont le carburant

Les acheteurs de carburant doivent depuis plusieurs semaines faire la queue, parfois pendant de longues heures, pour se procurer de l'essence et du gazole. Une des raisons à cette pénurie est la rénovation de la raffinerie de pétrole proche de Khartoum dont la production couvre en temps habituel 100 % des besoins locaux en essence et 30 % en gazole. Le redémarrage de cette raffinerie est en cours. En outre, le Soudan semble manquer actuellement de devises pour importer des denrées de base dont le gazole et le blé.

✉ [olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr](mailto:olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Soudan : accord de livraison de gazole saoudien**

Dans un contexte marqué par des pénuries (*cf. supra*), le ministre soudanais du Pétrole a indiqué que son pays avait signé avec l'Arabie Saoudite un accord quinquennal de livraison de produits pétroliers à prix subventionné, pour une quantité annuelle de 1,8 million de tonnes. Le financement sera octroyé par un crédit garanti par la *Saudi Development Bank*.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : 3 300 entreprises enregistrées en deux ans**

Dans le cadre de la préparation budgétaire, le Premier ministre tanzanien, Kasim Majaliwa, a indiqué au Parlement que 3 306 entreprises auraient été créées depuis février 2016, portant le nombre total à 56 322. Sur la base de la classification tanzanienne, environ 86 % des entreprises récemment enregistrées sont des microentreprises (1 à 4 salariés), 13 % des petites entreprises (5 à 49 salariés) et 0,5 % des moyennes entreprises (50 à 99 salariés).

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : revalorisation de 60 % du salaire minimum d'ici le 1<sup>er</sup> décembre 2019**

Les syndicats d'entreprises et le ministère du travail ont convenu d'une revalorisation des salaires minimaux via la signature d'un protocole d'accord. Une augmentation du Salaire minimum interprofessionnel garanti (SMIG) et du Salaire minimum agricole garanti (SMAG) est prévue à partir du 1<sup>er</sup> juin 2018. Le montant horaire du SMIG va augmenter de 209,10 FCFA (0,31 EUR) à 302,890 (0,45 EUR) d'ici le 1<sup>er</sup> juin 2018, puis à 317,31 FCFA (0,47 EUR) le 1<sup>er</sup> janvier 2019, pour finalement s'établir à 333,80 FCFA (0,50 EUR) le 1<sup>er</sup> décembre 2019. Le montant horaire du SMAG va lui passer de 182,95 FCFA (0,27 EUR) actuellement à 213,93 FCFA (0,32 EUR) d'ici le 1<sup>er</sup> juin 2018.

✉ alexandre.berna@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tchad : 3 000 fonctionnaires ne se sont pas présentés au recensement des agents de l'État**

Au cours du recensement des agents de la fonction publique, un peu plus de 3 000 personnes ne se seraient pas présentées au pointage et n'auraient donc pas perçu leurs salaires au mois d'avril. Si cette exclusion est maintenue, l'État pourrait économiser une somme de 553 M FCFA par an. Cela participerait donc à l'objectif de réduction de 22 Mds FCFA par an de la masse salariale prévue par la loi de finances 2018.

✉ couleaudc@afd.fr

## ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

---

### ▼ **Ethiopie : le docteur Belachew Mekuria, nouveau commissaire de la commission éthiopienne des investissements**

Le 27 avril, le docteur Belachew Mekuria, jusqu'alors commissaire adjoint de la commission éthiopienne des investissements, a succédé à Fitsum Arega à la tête de la commission. Ce dernier a été nommé *Head of the Special Office* auprès du Premier ministre.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

### ▼ **Maurice : signature d'accords internationaux pour renforcer la lutte contre le blanchiment d'argent et la corruption**

Désireux de parfaire les dispositifs de coopération internationale et d'échanges d'informations financières avec ses partenaires étrangers, la Commission indépendante de lutte contre la corruption (ICAC) de Maurice vient de signer quatre protocoles d'accord avec ses homologues des Seychelles, d'Indonésie, de Madagascar et de Zambie. Ces accords ont été paraphés à l'occasion d'une conférence internationale organisée à Maurice à l'initiative de l'ICAC en partenariat avec le Conseil consultatif de l'Union africaine sur la corruption et la Banque africaine de Développement et ce, en préparation du Dialogue africain sur la lutte contre la corruption qui se tiendra en Tanzanie en juin prochain.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

### ▼ **Burkina Faso : l'Agence burkinabè des investissements (ABI) remplace l'Agence de promotion des investissements du Burkina Faso (API-BF)**

Le Conseil des ministres du Burkina Faso a confirmé la dissolution de l'API-BF et la création de l'Agence burkinabè des investissements (ABI). En tant qu'établissement public à caractère économique (EPEC), cette nouvelle agence devrait disposer d'un cadre organisationnel adapté dans le but d'attirer des investissements directs nationaux et étrangers au sein du pays.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

### ▼ **Côte d'Ivoire : renforcement des sanctions contre la commercialisation et l'exportation illicite de produits agricoles**

Le conseil des ministres a adopté une ordonnance qui fixe à 10 ans la peine d'emprisonnement et à 50 M FCFA (76 224 EUR) l'amende maximale imputées à tout individu condamné pour exportation illicite de produits agricoles (cacao, café, coton, anacarde et hévéa). La marchandise et les moyens de transport confisqués pourront être saisis sans préjudice.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : projet de loi sur l'utilisation de la finance islamique par les institutions de microfinance**

Le conseil des ministres de l'UEMOA a décidé de modifier la réglementation des systèmes financiers décentralisés afin d'autoriser les institutions de microfinances à réaliser des opérations relevant de la finance islamique. Ce projet de loi modificatif doit favoriser l'inclusion financière par l'accroissement de l'offre de services financiers adaptés aux besoins des populations. Pour rappel, 43 % de la population ivoirienne recensée en 2014 se disait de confession musulmane.

✉ [paul.vernus@dgtresor.gouv.fr](mailto:paul.vernus@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Sénégal : renforcement du dispositif juridique en faveur de la transparence dans les industries extractives**

L'Etat sénégalais continue de renforcer son dispositif juridique, dans le cadre de l'Initiative pour la transparence dans les industries extractives (ITIE), dans la perspective de l'exploitation prochaine des champs pétroliers et gaziers off-shore. A partir du 1<sup>er</sup> Janvier 2020, le Sénégal appliquera la norme internationale ITIE qui contraint les opérateurs pétroliers et gaziers à révéler leur propriétaire effectif, afin de lutter contre la corruption dans l'attribution des marchés d'exploitation minière.

✉ [alexandre.berna@dgtresor.gouv.fr](mailto:alexandre.berna@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Congo-Brazzaville : l'Agence nationale d'investigation financière rejoint le groupe Egmont**

L'Agence nationale d'investigation financière (Anif) vient d'intégrer le groupe Egmont, un forum international d'échange pour les cellules de renseignement financier qui luttent contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme. L'adhésion au groupe Egmont, qui compte une centaine de pays membres, relève d'une procédure encadrée qui induit un examen attentif du système de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme du pays candidat et requiert la présence de deux parrains. L'agence congolaise est également partenaire du GAFI, du GABAC et des Cellules de renseignement financier francophones.

✉ [ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr](mailto:ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr)

## PROJETS ET FINANCEMENTS

---

### ▼ Nigéria : rencontre Buhari-Trump sur la coopération militaire et le rapatriement des fonds

Le Président américain Donald Trump a accueilli son homologue nigérian Muhammadu Buhari le 30 avril à la Maison Blanche. Muhammadu Buhari est le premier dirigeant d'Afrique subsaharienne à être reçu à Washington depuis l'élection de Donald Trump. Les deux parties ont notamment envisagé un renforcement de leur coopération militaire, alors que Washington livrera d'ici 2020 douze avions de combat Super Tucano au Nigéria, pour un montant total de 496 M USD. Autre sujet abordé, la finalisation des négociations en cours entre le procureur général américain et le ministre de la Justice nigérian, Abubakar Malami, pour le rapatriement au Nigéria de plus de 500 M USD détournés dans le pays.

✉ [nicholas.oniwon@dgtresor.gouv.fr](mailto:nicholas.oniwon@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Nigéria : accord ferroviaire avec le consortium emmené par GE

Le gouvernement fédéral a signé, dans le cadre de la visite du Président Buhari à Washington, un accord avec le consortium dirigé par General Electric et incluant la société chinoise SinoHydro, le sud-africain Transnet et le néerlandais APM Terminals, afin de démarrer la phase intermédiaire du projet de concession ferroviaire. Pour rappel, le gouvernement fédéral avait sélectionné ledit consortium en mai 2017 comme meilleur enchérisseur pour la concession de ce projet, valorisé à 2 Mds USD, qui comprend la rénovation de près de 3 500 km de lignes existantes entre Lagos, Kano, Port Harcourt et Maiduguri.

✉ [Barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr](mailto:Barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Djibouti : acquisition d'une part du port de Djibouti par l'Ethiopie

Lors de son premier déplacement à Djibouti, le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed a sécurisé l'acquisition d'une part du port de Djibouti par l'Etat éthiopien. Le pourcentage reste cependant à déterminer et l'accord final devrait être signé sous deux mois. Cette annonce survient quelques mois après la rupture unilatérale du contrat entre Djibouti et *DP World*, lequel mène actuellement une action devant la cour d'arbitrage international de Londres contre le gouvernement de Djibouti. Actuellement, 95 % des échanges éthiopiens passent par le port de Djibouti même si l'Ethiopie utilise deux autres ports : Port Soudan et le Port de Berbera (Somaliland) dont elle a pris 19 % des parts, aux côtés de *DP World*.

✉ [pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Kenya : validation de la demande d'adhésion du Kenya à la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (AIIB).

Le conseil d'administration de la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (AIIB) a agréé l'adhésion du Kenya, qui pourrait devenir le 87<sup>ème</sup> membre de la cette banque multilatérale créée sous l'impulsion de la Chine en 2013. A ce jour, en Afrique subsaharienne, seule l'Ethiopie est membre de l'AIIB alors que l'adhésion de l'Afrique du Sud, de Madagascar et du Soudan a été validée mais n'est pas encore finalisée. Une fois le processus d'adhésion complété, le Kenya devrait ainsi bénéficier d'une nouvelle source de financements. Au 31 décembre 2017, le capital souscrit de la Banque était de 95 Mds USD.

✉ [benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr](mailto:benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Madagascar : signature de la Phase III du projet Lalankely**

La Phase III de « Lalankely » (« ruelle » en malgache) a été signée le 2 mai entre l'AFD, la délégation de l'UE et le gouvernement malgache pour 26,2 M EUR. Ce projet vise à désenclaver et assainir les quartiers classés prioritaires de Tananarive, par la mise en place d'infrastructures de mobilité, d'éclairages publics, d'équipements sanitaires, ou encore d'espaces sportifs. Faisant notamment appel aux techniques de haute intensité de main d'œuvre (HIMO), Lalankely III est financé par un prêt souverain concessionnel de l'AFD de 19 M EUR, un don de l'UE de 2,8 M EUR à travers la Facilité d'Investissement en Afrique (AfiF), ainsi qu'une participation de l'Etat malgache de 4,4 M EUR.

✉ [eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr](mailto:eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Côte d'Ivoire : la Banque européenne d'investissement (BEI) va augmenter de 65 Mds FCFA (99 M EUR) son portefeuille de financement de projets**

L'ambassadeur de l'Union européenne en Côte d'Ivoire Jean-François Valette a annoncé qu'une enveloppe supplémentaire de 65 Mds FCFA (99 M EUR) va être allouée à la BEI pour le financement de projets en Côte d'Ivoire. Le portefeuille actuel de la banque est estimé à 115 Mds FCFA (175 M EUR), ce qui signifierait une hausse de plus de 56 % de ses capacités de financement. Cette annonce s'est faite dans le cadre de la 3<sup>ème</sup> édition de la Semaine de l'Europe en Côte d'Ivoire, qui se tient du 7 au 18 mai 2018.

✉ [paul.vernus@dgtresor.gouv.fr](mailto:paul.vernus@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Niger : projet de 89 M EUR pour l'installation de 1072 pompes solaires dans les régions de Tahoua et Agadez**

Les régions de Tahoua et Agadez, au nord du Niger, pourraient bientôt bénéficier de 1072 pompes solaires dans 845 localités. Ce projet bénéficie de l'appui de la Banque mondiale et du Fonds des pays les moins avancés (FPMA), qui ont confié une enveloppe de 106 M USD (88,8 M EUR) au gouvernement nigérien. Une partie du montant sera allouée à la gestion des risques de catastrophes et de développement urbain. La date butoir de l'appel d'offres lancé par le gouvernement est fixée au 28 mai prochain.

✉ [pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr](mailto:pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Fleuve Congo : le financement du projet de pont route-rail confié à Africa fifty**

Réunis le 8 mai à Brazzaville pour faire le point sur les projets intégrateurs financés par la Banque africaine de développement, les experts de la BAD, de la CEEAC et le gouvernement congolais ont décidé de confier à Africa fifty, un fonds créé par la BAD pour financer les infrastructures dans la sous-région, la gestion du financement du projet de construction du pont route-rail sur le fleuve Congo, devant relier Brazzaville à Kinshasa. Le fonds aura en outre la mission de constituer un partenariat public-privé pour la construction de l'ouvrage. Le projet prévoit de relier ce pont à la route nationale n°1 Brazzaville/Pointe-Noire.

✉ [ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr](mailto:ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Cameroun : 42,6 Mds FCFA de l'UE et de la BAD pour relier le Cameroun au Nigeria et au Tchad**

Les conventions de financement ont été signées à Bruxelles le 27 avril 2018, pour la réalisation de deux infrastructures majeures susceptibles de faciliter la circulation et les échanges en Afrique centrale. La convention avec la BAD porte sur un montant de 26,2 Mds FCFA pour la construction d'un pont de 620 mètres sur le Logone, et celle avec l'UE d'un montant de 16,4 Mds FCFA porte sur la construction du pont sur la Cross River, long de 402 mètres pour relier les localités d'Ekok (Cameroun) et Mfum (Nigeria). Ces projets rentrent dans le Plan de développement des infrastructures (PIDA) du NEPAD.

✉ [alix.nembot@dgtresor.gouv.fr](mailto:alix.nembot@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Cameroun : 150 Mds FCFA de la Banque mondiale pour la gestion des réfugiés nigériens et centrafricains au Cameroun**

Quatre projets d'appui aux réfugiés (nigériens et centrafricains) seront financés par cette enveloppe, qui comprend 71,2 Mds FCFA en don et le reste en prêt. Ce don est prélevé du sous guichet des financements spécifiques de la Banque mondiale pour les réfugiés dont le Cameroun est le premier bénéficiaire. Selon le HCR, le Cameroun abrite actuellement près de 350 000 réfugiés venus de la République centrafricaine et du Nigeria, avec déjà environ 10 000 nouvelles arrivées depuis le début de l'année 2018.

✉ [alix.nembot@dgtresor.gouv.fr](mailto:alix.nembot@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Cameroun : un accord-cadre santé signé entre la Nachtigal Hydro Power Company (NHPC) et le ministre de la Santé**

Signé le vendredi 4 mai, l'accord a pour objectif de minimiser les impacts du projet de construction du barrage hydroélectrique de Nachtigal sur la santé des populations riveraines. La NHPC entend dégager une enveloppe de 737,7 M FCFA destinée aux activités du volet santé du plan de gestion environnemental et social du projet. Cette enveloppe va permettre de renforcer les capacités opérationnelles de prise en charge des hôpitaux de la zone mais également de créer un centre de santé pour assurer la prise en charge des travailleurs sur le site du barrage.

✉ [evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr](mailto:evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Congo-Brazzaville : le Centre de recherches géologiques et minières (CRGM) signe deux accords de partenariat financier et scientifique**

Le premier accord, signé le 30 avril à Brazzaville avec la société chinoise Master Holding Group pour une durée de deux ans, prévoit que toute demande de financement du CRGM soit validée par l'entreprise. Le CRGM s'engage à garantir la participation du groupe chinois aux projets miniers déjà installés ainsi qu'une priorité dans l'octroi de nouveaux permis issus des travaux de recherches financés par ladite entreprise. Le second contrat, signé le même jour avec l'Office national des hydrocarbures et des mines (Onhym) du Maroc, prévoit des échanges d'expériences, un volet formation, ainsi qu'une éventuelle participation de l'Onhym dans les projets miniers.

✉ [ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr](mailto:ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr)

## SECTEURS D'ACTIVITES

---

### ▼ Agriculture et agroalimentaire

#### ▼ Ghana : le secteur de la pêche maritime ne cesse de décliner

Selon l'organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la production issue de la pêche maritime au Ghana aurait été divisée par deux entre 1999 et 2014, passant de 420 000 tonnes à 202 000 tonnes. Les producteurs locaux ne seraient en mesure de répondre qu'à 40 % des besoins de consommation du pays, qui importerait près de 600 000 tonnes de poisson par an, d'après le ministère de la Pêche et de l'Aquaculture. L'appauvrissement des eaux territoriales causé par la pêche illégale – qui coûterait à l'économie près de 100 M USD par an- et l'augmentation des coûts de production pour les pêcheurs locaux, notamment du fait de la fin des subventions du prix de l'essence, auraient fortement contribué au déclin du secteur.

✉ [virgile.satge@dgtresor.gouv.fr](mailto:virgile.satge@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ Togo : hausse de 12 000 tonnes de la production annuelle de Soja entre 2015 et 2017

Le Togo a produit 36 000 tonnes de soja en 2017, contre 24 000 tonnes en 2015. Par ailleurs, 150 petites et moyennes entreprises (PME) ont récemment ouvert leur marché à l'exportation, ce qui a permis d'augmenter les recettes d'exportation. La filière a bénéficié de 2,4 MUSD et de l'appui technique du PNUD Togo grâce au programme mondial Cadre intégré renforcé 2008-2018 de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

✉ [quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr](mailto:quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ Burkina Faso : baisse de 11 % de la production céréalière pour la campagne agropastorale 2017/2018 par rapport à celle de 2016/2017

La production céréalière définitive de la campagne agricole 2017/2018 a été estimée à 4 063 198 tonnes, soit une baisse de 11 % par rapport à la campagne 2016/2017. La production des autres cultures vivrières (niébé, voandzou, igname et patate) est estimée à 717 419 tonnes (- 0,95 % par rapport à 2016/2017). La production des cultures de rente est évaluée à 1,4 M tonnes (- 8,90 %). Ces baisses s'expliquent en partie par des irrégularités climatiques (longues séquences sèches, arrêt précoce des pluies). Le déficit brut global céréalière est estimé à 477 448 tonnes. 2,5M de personnes se trouvent actuellement en situation d'insécurité alimentaire.

✉ [valerie.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:valerie.traore@dgtresor.gouv.fr)

#### ▼ Cameroun : le gouvernement suspend les importations de sucre afin de protéger l'industrie locale

Le ministre du Commerce annonce dans un communiqué rendu public le 7 Mai 2018 que les autorisations d'importations de sucre sont suspendues jusqu'à nouvel avis. En effet la Sosucam, filiale camerounaise du groupe français Somdiaa, annonçait au terme de son dernier conseil d'administration son asphyxie du fait des importations massives de sucre dans le pays. Le gouvernement entend ainsi protéger l'industrie nationale qui détient en stock l'équivalent d'au moins quatre mois de consommation, soit environ 60 000 tonnes.

✉ [evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr](mailto:evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr)

## ▼ Tchad : plus de 110 millions de têtes de bétail recensées

Le recensement général de l'élevage du Tchad, dont les résultats ont été présentés ce jeudi 3 mai 2018 à l'hôtel Hilton à N'Djamena, a décompté au total 113 560 000 têtes de bétail dans le pays. L'étude a été financée conjointement par l'État tchadien et ses partenaires (notamment la FAO) pour un coût de 3,6 Mds FCFA. L'élevage ferait vivre environ 40 % de la population.

✉ [couleaudc@afd.fr](mailto:couleaudc@afd.fr)

## ▼ Energie et matières premières

### ▼ Ghana : signature d'un contrat de 200 M USD pour la construction d'une hydrolienne de 100 MW

La compagnie ghanéenne TC Energy et le groupe suédois Seabased ont signé un accord de 200 M USD pour la construction d'une hydrolienne de 100 MW à Ada, dans la région du Grand Accra. La Banque africaine de développement et la Banque européenne d'investissement seraient parties prenantes au projet. A l'issue de la construction, TC Energy obtiendra la propriété des infrastructures et sera chargé de leur exploitation. La vente de la production d'énergie, qui pourrait débiter dès 2019, serait destinée au distributeur public d'électricité ECG, dans la limite de 1 000 MW.

✉ [virgile.satge@dgtresor.gouv.fr](mailto:virgile.satge@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Guinée : signature d'accord de transbordement de bauxite entre Emirates Global Aluminium (EGA) et Louis Dreyfus (LD)

*Emirates Global Aluminium* (EGA) a signé un accord de transbordement d'une durée de 15 ans avec *LD Ports et Logistics*, filiale de l'armateur français Louis Dreyfus, dans l'objectif de former une joint-venture. Cet accord prévoit le transfert de la bauxite extraite par la *Guinea Alumina Corporation*, filiale d'EGA, depuis le port de Kamsar à destination des Emirats arabes unis, où une nouvelle raffinerie d'alumine doit être inaugurée en 2019.

✉ [lognara.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:lognara.traore@dgtresor.gouv.fr)

## ▼ Industries

### ▼ Tanzanie : mise en œuvre soutenue des projets routiers

Lors de la pose de la première pierre du projet de route reliant Kidatu à Ifakara (384 km), projet financé par le gouvernement et les agences américaine et britannique USAID et DFID, le président John Magufuli a annoncé qu'une étude de faisabilité était en cours pour la construction de la liaison routière entre les régions de Morogoro (Est de Dar es Salam) et de Ruvuma (Sud du pays), longue de 500 km. Ce projet, qui s'articule avec l'axe Kidatu-Ifakara, vise à dynamiser l'agriculture, la pêche et le tourisme dans cette région enclavée en la reliant au couloir de croissance agricole sud (SAGCOT) à la vallée du Kilombero. L'étude de faisabilité sera financée par un prêt concessionnel de la BAfD.

✉ [beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr](mailto:beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ **Tanzanie : la réalisation des projets dans le secteur de l'eau sous surveillance**

Le Président tanzanien, lors de sa visite dans la région de Morogoro début mai, a lancé un avertissement aux entreprises mettant en œuvre des projets dans le secteur de l'eau, expliquant que celles qui ne réaliseraient pas les projets conformément à leurs engagements devront en assurer le remboursement. Le Président a par ailleurs demandé au secrétaire permanent du ministère de l'Eau et de l'Irrigation d'entreprendre une inspection de l'ensemble des projets en cours.

✉ [beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr](mailto:beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr)

## ▼ **Services**

### ▼ **Nigéria : succession d'accords dans la tech**

La FinTech nigériane Coralpay va s'associer à Alipay (solution de paiement en ligne d'Alibaba) pour faciliter les transactions électroniques en Afrique. Selon l'accord, les millions d'utilisateurs d'Alipay pourront effectuer des transactions sur les sites marchands affiliés à CoralPay. Autre alliance notable, Konga et Yudala acteurs majeurs du commerce en ligne au Nigéria, ont annoncé mi-avril la fusion de leurs activités, qui seront reprises sous la marque unique Konga. Par ailleurs, Terragon Group, fournisseur de solutions digitales et marketing basé à Lagos, a levé 5 M USD auprès de TLcom Capital. Autre levée de fond dans ce secteur, TradeDepot, start-up de livraison directe en magasin basée à Lagos, a levé 3 M USD auprès de Partech.

✉ [Barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr](mailto:Barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ **Seychelles : ouverture d'une ligne par Air France - Joon à destination de Victoria**

Depuis le 5 mai, Joon, la filiale à bas coûts d'Air France, assure désormais une liaison aérienne entre Paris-CDG et Victoria sur la base de trois vols hebdomadaires. Joon est actuellement le seul opérateur sur cette ligne, Air Seychelles ayant mis fin à ses vols en avril. Jusqu'à cette date, la compagnie seychelloise opérait via un accord de partage de code avec Air France. L'île de Mahé devient ainsi la cinquième destination long-courrier de Joon après Le Caire, Téhéran, Le Cap et Fortaleza.

✉ [hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr](mailto:hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ **Mali : ouverture officielle de l'hôtel Sheraton à Bamako**

L'hôtel Sheraton a officiellement ouvert lundi 7 mai 2018. Le projet est porté par le groupe de *Koira Holding* appartenant à Cissé Komé, homme d'affaires malien, promoteur des hôtels *Radisson Blu* Bamako et Abidjan en partenariat avec la firme américaine *Mariott International*. Les travaux avaient débuté en juin 2015 dans le quartier de l'ACI 2000, pour un investissement total estimé à 64 M USD (54 M EUR). L'établissement compte 9 étages offrant 200 chambres.

✉ [abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr](mailto:abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr)

▼ **Sénégal : lancement de la compagnie nationale Air Sénégal S.A.**

La compagnie nationale d'aviation civile Air Sénégal a obtenu son certificat d'opérateur aérien (PEA) délivré par l'autorité de l'aviation civile sénégalaise. Seuls des vols domestiques Dakar-Ziguinchor sont pour l'instant prévus, mais ils ne pourront avoir lieu tant que le code IATA de la compagnie n'est pas définitivement activé. Pour rappel, l'ancienne compagnie aérienne Air Sénégal International, filiale du groupe Royal Air Maroc, avait dû suspendre son activité à cause de problèmes financiers.

✉ alexandre.berna@dgtresor.gouv.fr

▼ **Togo : nouveau gestionnaire émirati de l'hôtel de luxe « 2-Février »**

La gestion de l'hôtel « 2-Février », dont l'Etat togolais est propriétaire, vient d'être reprise par le groupe *Emaar Hospitality Group*, référence dans le secteur de la promotion immobilière à Dubaï. Cette opération met fin à la gestion publique de l'hôtel depuis le départ anticipé courant août 2017 de l'ancien exploitant suédois *Carlson Rezidor* qui proposait l'enseigne franchisée Radisson Blu, en partenariat avec l'indien *Kalyan Hospitality Development* pour la réhabilitation de l'hôtel. La reprise en main par le groupe émirati s'inscrit notamment dans l'anticipation de l'ouverture d'une potentielle ligne commerciale Lomé-Dubaï qui sera assurée par *Emirates Airlines*.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

## ENTREPRISES

---

### ▼ Burkina Faso : hausse de 3 % du chiffre d'affaires d'ONATEL en 2017

L'Office national de télécommunications (ONATEL) a publié ses résultats au 31 décembre 2017. Le chiffre d'affaires de la société s'élève à 162,7 Mds FCFA (248 M EUR) contre 157,5 Mds FCFA (240 M EUR) en 2017, soit une progression de 3 %. Cette croissance provient principalement des revenus générés par le trafic sortant du prépayé mobile. Le Conseil d'administration de l'ONATEL proposera à ses actionnaires la distribution d'un dividende ordinaire brut de 831,9 FCFA (1,27 EUR) par action pour chacune des 34 millions d'actions composant le capital social. Ce dividende sera mis en paiement à partir du 1<sup>er</sup> juin 2018.

✉ [valerie.traore@dgtresor.gouv.fr](mailto:valerie.traore@dgtresor.gouv.fr)

## CARNET ET AGENDA

---

### ▼ Mali : 7<sup>ème</sup> édition du salon international de l'agriculture (SIAGRI) du 5 au 13 mai 2018

Initié en 2006 par Bakary Togola, président de l'assemblée permanente des chambres de l'agriculture au Mali (APCAM) et en partenariat avec les principaux industriels du secteur agricole, le SIAGRI participe à l'objectif gouvernemental de renforcer les chaînes de valeurs des principales filières agricoles. Le thème de cette 7<sup>ème</sup> édition vise à «promouvoir les PME/PMI agricoles pour la transformation industrielle de notre agriculture».

✉ [abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr](mailto:abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr)

### ▼ Tchad : après l'adoption de la quatrième République, le gouvernement du Tchad est remanié

Conformément à la nouvelle Constitution adoptée le lundi 30 avril et promulguée le vendredi 4 mai 2018, ce nouveau gouvernement ne comprend ni Premier ministre, ni vice-président. Il est composé de 24 ministres dont 2 ministres d'État, et 4 secrétaires d'État. Les ministres des Infrastructures, des Finances et du Budget, et du Pétrole et des Mines ont été remplacés tandis que les postes régaliens de la Défense et de la Sécurité ainsi que celui des Affaires étrangères sont reconduits, de même que celui de l'Économie et de la Planification du Développement.

✉ [couleaudc@afd.fr](mailto:couleaudc@afd.fr)

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

**Contacts**

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr  
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr  
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

**Remerciements à :**

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

**Contributions :**

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : [objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr](mailto:objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr)

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné ([prenom.nom@dgtresor.gouv.fr](mailto:prenom.nom@dgtresor.gouv.fr); liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

**AVEC LE CONCOURS DE :**

